

alternatives

LE JOURNAL

VOL.15 NO.3 / NOVEMBRE 2008

UN JOURNAL POUR UN MONDE DIFFÉRENT

WWW.ALTERNATIVES.CA

DANS CE NUMÉRO : UN DOSSIER SUR L'ASIE DU SUD

Bouddhisme guerrier au Sri Lanka



PHOTO : FLICKR / SONGKRAN

Dans un pays où le bouddhisme est constitutionnellement reconnu comme la « principale religion », la paix et la compassion se font rares. Les cloches des monastères bouddhistes appellent à la prière, mais plusieurs sonnent aussi l'appel aux armes.

NACHAMMAI RAMAN

Le vénérable Athuraliye Rathana mène ce groupe de moines faucons qui exigent que le président Mahinda Rajapakse remplisse ses promesses faites durant les élections de 2005 d'anéantir la rébellion des Tigres tamouls. Pour Rathana, les pourparlers et les solutions politiques peuvent attendre : « Les négociations de paix ont simplement rendu les Tigres plus forts. On ne doit pas leur parler. Nous pouvons les écraser. C'est comme une opération chirurgicale », a-t-il affirmé à un journal écossais en mars dernier. Les te-

nants de la ligne dure comme lui soutiennent que la destruction des Tigres tamouls va mettre fin au conflit ethnique qui ravage le Sri Lanka depuis plus de 25 ans.

Pour ces « moines guerriers », la proposition des rebelles de créer un État distinct, parce que le nord et l'est du Sri Lanka sont historiquement des régions tamoules, repose sur un mythe. Ils insistent plutôt pour dire que l'île a toujours fait partie du royaume des bouddhistes cingalais.

C'est ce point de vue qui a favorisé la naissance des groupes rebelles tamouls et qui a plongé le pays dans une guerre intestine. Plus de 70 000 personnes sont mortes depuis 1983. La fin du respect du cessez-le-feu en 2006 a coûté la vie à plus de 5 000 Sri Lankais. Le gouvernement sri lankais avait alors officiellement rompu cette entente négociée par la Norvège. Les combats entre les rebelles et l'armée se sont maintenant intensifiés. Les forces sri lankaises se rapprochent d'ailleurs du quartier général des rebelles à Kilinochchi.

De leur côté, les Tigres tamouls ont lancé davantage d'attaques suicides. Le général de l'armée sri lankaise, Janaka Perera, a récemment été abattu

lors d'une explosion suicide préparée par les rebelles. Ces derniers ont aussi conduit des raids aériens sur des bases militaires sri lankaises en utilisant de petits avions.

Selon l'ONU, plus de 200 000 personnes ont dû quitter leur domicile en raison des offensives de l'armée du Sri Lanka dans le nord du pays, dominé par les Tamouls.

Par communiqué, le président, Mahinda Rajapakse, affirme que « les forces de sécurité ont des ordres stricts d'éviter les pertes civiles durant ces opérations ». Le gouvernement a toutefois ordonné aux humanitaires de quitter les régions aux mains des rebelles. Aucune aide n'est donc fournie dans ces territoires du nord de l'île.

Les Tamouls se sentent pris entre le gouvernement, auquel ils n'ont pas confiance, et les Tigres tamouls, qui les empêchent de quitter les zones sous leur contrôle.

Les origines du conflit ethnique

En 1948, lorsque les Britanniques ont accordé l'indépendance au Sri Lanka, les Cingalais formaient la majorité et les Tamouls la minorité. Pour les gens

VOIR PAGE 2 : SRI LANKA

Lauréat du Booker Prize Le rêve indien

EMMANUEL MARTINEZ

L'auteur indien
Aravind Adiga

Balram raconte sa vie : son départ du village vers Delhi, là où il veut réussir, et les moyens pour atteindre son rêve, comme d'assassiner son patron! Dans son premier roman qui vient de remporter le Booker Prize — le plus prestigieux prix littéraire anglophone —, Aravind Adiga adopte le point de vue d'un homme pauvre qui veut s'enrichir.

Avec *The White Tiger*, l'auteur de 33 ans dépeint à la fois l'Inde d'aujourd'hui et de demain. Une société effervescente et pleine d'espoir, marquée par une croissance économique fulgurante, mais aux prises avec de nouvelles règles et des malaises sociaux appelés à s'accroître.

Joint par téléphone à sa résidence de Mumbai, le cinquième Indien à remporter le Booker Prize mentionne qu'il a voulu donner une autre version du miracle indien : « Le boom économique de l'Inde depuis dix ans est phénoménal. Ça change complètement le pays et c'est une bonne chose. Par contre, plusieurs sont laissés de côté, un fait trop souvent ignoré. Une bonne partie du pays ne profite pas de la croissance. »

C'est en voyage au Pakistan pour *Time Magazine* en 2005 qu'Aravind Adiga développe le cœur de son roman : la relation entre les maîtres et les serviteurs. « J'ai été surpris de voir qu'au Pakistan les serviteurs, les pauvres, sont beaucoup mieux traités qu'en Inde. Évidemment, l'islam est un facteur important », dit celui qui a beaucoup voyagé en Asie du Sud pour son travail de journaliste.

Si le sort des plus démunis en Inde est plus difficile, est-ce à cause du legs du système de castes? Aravind Adiga préfère nuancer : « Le système de castes est beaucoup plus dynamique que ce que les gens de l'extérieur croient. Pour moi, c'est maintenant les différences basées sur les classes sociales qui comptent le plus et qui s'expriment par l'accès à l'éducation, aux soins de santé ou à l'eau potable. Mon personnage principal passe d'un monde dominé par les castes à celui où règnent les divisions de classe. »

Cette transition vécue par Balram, c'est en quelque sorte ce que vit l'Inde dans son ensemble. Les bouleversements sociaux et économiques sont énormes, mais ils créent des tensions :

« Auparavant les pauvres acceptaient leur statut, qui était perçu comme inévitable ou faisant partie d'un ordre naturel, affirme Aravind Adiga. Il n'y avait pas de colère. Historiquement, le taux de criminalité est par exemple très faible en Inde. Mais avec l'exode rural, la fin des castes et l'effritement des structures familiales, le ressentiment s'accroît. Les pauvres sont bombardés de messages voulant qu'ils puissent réussir, qu'ils puissent devenir des entrepreneurs. Mais ils réalisent qu'ils n'ont pas les outils dont disposent les classes moyennes pour atteindre leur rêve : l'éducation, en particulier l'apprentissage de l'anglais, est hors d'atteinte; les soins de santé inabordable; et la loi et l'ordre inexistant, puisque la police ne se range pas du côté des démunis. »

Aravind Adiga fait partie de la classe moyenne indienne, celle qui jouit le plus des progrès économiques de l'Inde. Selon lui, « le problème, c'est que les classes moyennes indiennes, qui sont en général libérales, démocratiques et tolérantes, n'ont pas été en mesure d'intégrer les pauvres. La seule façon pour les démunis de gravir l'échelle sociale, c'est par le crime ou les magouilles politiques. »

En ayant comme personnage principal un homme de modeste condition, Aravind Adiga épouse ainsi la langue des couches populaires : « Ce langage est partout. C'est là, il faut seulement écouter. Sans le savoir, la classe moyenne a été conditionnée à ne pas s'approcher des pauvres, à ne pas leur parler. Il faut seulement se défaire de ces tabous pour s'ouvrir à ces réalités. »

C'est ainsi que son personnage dépeint le monde entre les « gros ventres » ou les « petits ventres ». Une façon pour le romancier de jouer avec les mots : « D'un point de vue littéral, de nombreuses personnes souffrent de malnutrition en Inde, tandis que des gens de classe moyenne font de l'embonpoint et ont le diabète. Mais cette expression réfrète aussi à des métaphores souvent utilisées en Inde. Par exemple, lorsqu'on dit qu'un politicien mange beaucoup, cela veut dire qu'il est très corrompu! »

L'autre visage du boom en Inde

Émeutes, violences et même des assassinats : autant de sujets tabous autour du boom économique de l'Inde. La multiplication des luttes pour le contrôle de la terre est au centre des transformations économiques que connaît actuellement le pays.

KARINE BATES

Le 13 août 2008, quatre fermiers sont tués lors d'une manifestation à Noida. Cette banlieue de Delhi est un des endroits où l'établissement de nouvelles compagnies se produit à un rythme fulgurant. Ce développement industriel a lieu sur des terres agricoles. Ces terres sont réquisitionnées par les municipalités ou le gouvernement afin de faciliter l'installation de grandes compagnies, souvent des multinationales. Les plans d'installation prévoient des compensations pour les fermiers à qui l'on rachète des terres. Mais l'histoire de Noida est en train de devenir un classique : les compensations financières ne reflètent pas toujours la valeur réelle de la terre et il n'est pas rare qu'elles ne soient jamais versées.

Les terres n'ont pas seulement une valeur financière puisqu'elles représentent aussi la seule manière pour ces fermiers de gagner leur vie, et la principale source de revenu de toute leur famille. De plus, les plans de compensation ne considèrent pas qu'après avoir « vendu » leurs terres, les fer-

miers n'ont pas d'alternatives économiques immédiates. En effet, ces familles n'ont souvent pas la formation requise pour être embauchées dans la compagnie qui sera basée sur leurs anciennes terres. Le plus souvent, ces emplois requièrent une formation technique et une bonne maîtrise de l'anglais. En milieu rural, où habitent près de 70 % de la population indienne, rares sont les institutions qui offrent le type d'éducation ouvrant les portes de cette nouvelle économie.

Dans ce contexte, la réquisition des terres signifie souvent que toute une famille doit quitter le village pour tenter de trouver du travail dans des centres urbains inconnus. Et même si certains fermiers avaient peine à joindre les deux bouts, leur terre les nourrissait au moins en partie. Maintenant qu'ils doivent tout acheter, ils font face à des défis encore plus grands, considérant le taux d'inflation de plus de 10 % depuis le début de l'année et la hausse du prix du carburant — le litre d'essence coûte plus cher qu'à Montréal.

La gauche divisée

Même le grand homme d'affaires indien Ratan Tata n'a pas échappé à la colère des fermiers. Sa multinationale, Tata Motors, allait implanter à Singur, au Bengale-Occidental, l'usine afin d'y construire sa « voiture du peuple », la Nano. Pour accueillir Tata Motors, le gouvernement du Bengale-Occidental a réquisitionné 1000 acres de terres réparties sur cinq villages. Ces terres sont très fertiles et propices à la culture d'une variété de grains et de légumes.

Depuis 2006, les protestations n'ont pas cessé. Beaucoup de fermiers ont

refusé de vendre leur terre à l'État. Face à la pression, le gouvernement a fini par inclure, dans les programmes de compensation, des promesses d'emplois. Pourtant, Tata Motors n'a jamais assuré qu'il y aurait des emplois réservés pour les gens de Singur. Par ailleurs, le gouvernement ne pouvait pas garantir l'ampleur des retombées économiques pour la région, ni le type d'emplois créés.

Cette affaire est devenue une question politique délicate puisque la gauche était très divisée sur la question. En effet, un des partis de gauche de l'État, le Trinamool Congress, a soutenu les manifestants tandis que le gouvernement, dirigé par le Parti communiste, a facilité la venue de Tata Motors. Et même au sein du gouvernement, il n'y avait pas de consensus sur cette question. Le désir d'une partie du gouvernement de s'attirer la sympathie de la classe moyenne montante n'a pas réussi à convaincre les gens de Singur. L'affaire s'est conclue au début d'octobre avec l'annonce du déménagement de l'usine au Gujarat.

Certes, tous les fermiers d'un village ne sont pas toujours contre l'acquisition de centaines d'acres de terre pour le développement de grands complexes industriels et technologiques. Par contre, les manifestations et les émeutes deviennent de plus en plus fréquentes à travers toute l'Inde. Et celles-ci peuvent aussi être liées aux conditions de travail dans les usines.

À Noida, le 23 septembre 2008, L.K. Choudhary, le président de la firme électronique italienne Graziano International, est battu à mort. En juillet, la compagnie avait mis à pied 192 employés pour les remplacer par



PHOTO : FLICKR / SOURAVDAS

De nouveaux projets immobiliers à Noida en banlieue de Delhi. Les terres agricoles en arrière-plan sont appelées à disparaître. Quatre fermiers de Noida ont été tués en août lors d'une manifestation contre leur expropriation.

des travailleurs à contrat. À la suite de cet assassinat, le ministre du Travail, Oscar Fernandes, a déclaré que l'incident était regrettable, mais qu'il devait servir d'avertissement aux employeurs afin qu'ils traitent bien leurs employés.

Fermiers et ouvriers sont-ils opposés à la croissance économique de l'Inde? Non. Mais les gens qui quittent leur terre sont fragilisés puisqu'ils abandonnent le seul mode de vie qu'ils connaissent. De plus, le fossé grandissant entre les riches et les pauvres fait en sorte que cette croissance n'est pas accessible à une vaste partie de la popu-

lation. Lors du dernier recensement en 2001, 15 % de la population indienne habitait dans des bidonvilles. L'arrivée de campagnards en ville vient accroître la pauvreté urbaine. Le gouvernement indien estime que le taux de personnes vivant dans des bidonvilles ne cesse d'augmenter.

L'auteure est professeure en anthropologie à l'Université de Montréal

Les États-Unis, l'ami du Pakistan?

Le dicton veut que l'ennemi d'un ennemi soit un ami, et que l'ami d'un ennemi soit un ennemi. Tandis que les talibans du Pakistan et de l'Afghanistan suivent ce précepte, les États-Unis ne le font pas.

FEROZ MEHDI

Même si l'administration Bush continue de dire que le Pakistan est un allié dans sa guerre contre le terrorisme, ses plus récentes actions suggèrent le contraire. Ses attaques unilatérales dans les territoires pakistanais près de la frontière afghane coûtent la vie à des centaines de civils, ce qui met le gouvernement pakistanais dans l'embarras. Une frappe aérienne américaine sur une école de la province de la Frontière-du-Nord-Ouest a coûté la vie à huit élèves le 23 octobre. Auparavant, le secrétaire américain à la Défense, Robert Gates, avait affirmé que les États-Unis ont le droit d'agir contre des terroristes au Pakistan, et que le nouveau gouvernement civil à Islamabad doit l'accepter.

L'ex-gouvernement de Pervez Musharraf ainsi que le présent gouvernement pakistanais soutiennent que la lutte contre les talibans dans ses châteaux forts de l'ouest du pays progresse. Malgré tout, les Américains ont considérablement accru leurs attaques unilatérales dans ces régions bordant l'Afghanistan. La hausse du nombre de victimes civiles causées par ces opérations suscite l'indignation de l'opinion

publique pakistanaise. En réponse à ce mécontentement, le chef des forces armées, le général Kayani, a dénoncé ces attaques. Les militaires ont même soutenu avoir effectué des tirs de semonce vers des hélicoptères américains violant l'espace aérien pakistanais.

Les États-Unis et le Pakistan affirment tous deux avoir un ennemi commun : les talibans. Chaque jour, les journaux pakistanais rapportent les pertes subies par les talibans aux prises avec l'armée pakistanaise et ils mentionnent la mort de civils lors d'attaques américaines sur le territoire pakistanais.

Qu'a dit le nouveau président élu du Pakistan à propos de ces civils tués par les États-Unis? Lors d'un récent passage à New York, Asif Zardari a affirmé que « les incursions américaines sont contre-productives et n'aident aucunement à rallier la population. Nous faisons tous des erreurs dans cette guerre et nous sommes toujours prêts à les corriger ».

« Pourquoi les États-Unis ne laissent-ils pas le Pakistan faire sa propre guerre contre les insurgés islamiques? », écrit Zaffar Abbas, l'éditeur du très respecté quotidien pakistanaise anglophone Dawn. « Les États-Unis ont effectué un changement de cap important par rapport au Pakistan dans la façon de combattre le terrorisme dans les régions tribales de l'ouest du pays. Contrairement à ce qui se faisait auparavant, ils ont arrêté d'informer le Pakistan concernant les frappes visant Al-Qaïda ou les talibans », dit-il. Selon Zaffar Abbas, les analystes en matière de sécurité affirment que cette approche aura de graves conséquences à long terme pour combattre les insurgés islamiques, aussi bien au Pakistan qu'en Afghanistan.

Les attaques militaires au Pakistan sont à la hausse. Les contre-attaques des talibans aussi. Après l'explosion d'une bombe à l'hôtel Marriott à Islamabad le 20 septembre, qui a fait une soixantaine de victimes, deux grands quotidiens pakistanais comme Dawn et Daily News ont fourni des pistes pour expliquer l'attaque. Une version est que la bombe visait le président pakistanais et des hauts gradés de l'armée qui devaient se rendre à l'hôtel. D'autres mentionnent que des activités américaines secrètes avaient lieu et que des Marines étaient visés. Pour les talibans, ces différentes versions n'ont pas d'importance. Pour eux, les États-Unis sont l'ennemi et l'ami de leur ennemi, le Pakistan, est leur ennemi.

Les médias de la planète ont parlé de cet attentat, mais la perte de civils sous les bombes n'est pas rapportée. Pour l'essayiste pakistanaise Tariq Ali, « alors que le chagrin est immense pour les victimes du Marriott, certains se demandent si les vies de ceux abattus par des drones ou des missiles américains valent moins. Dans les récentes semaines, au moins une centaine de personnes ont été ainsi tuées. Aucune indignation ou couverture médiatique pour eux ».

Alors, s'agit-il d'un changement de tactique par les États-Unis par rapport au Pakistan comme le mentionne Zaffar Abbas? Ou est-ce la même stratégie, mais avec une extension de la guerre globale, et donc une expansion de la guerre en Afghanistan? Tariq Ali écrit : « L'expansion de la guerre est due à la désastreuse occupation de l'Afghanistan par l'administration Bush. Il est évident que le régime du président afghan Hamid Karzai devient de plus en plus isolé. Les talibans se rapprochent de Kaboul.

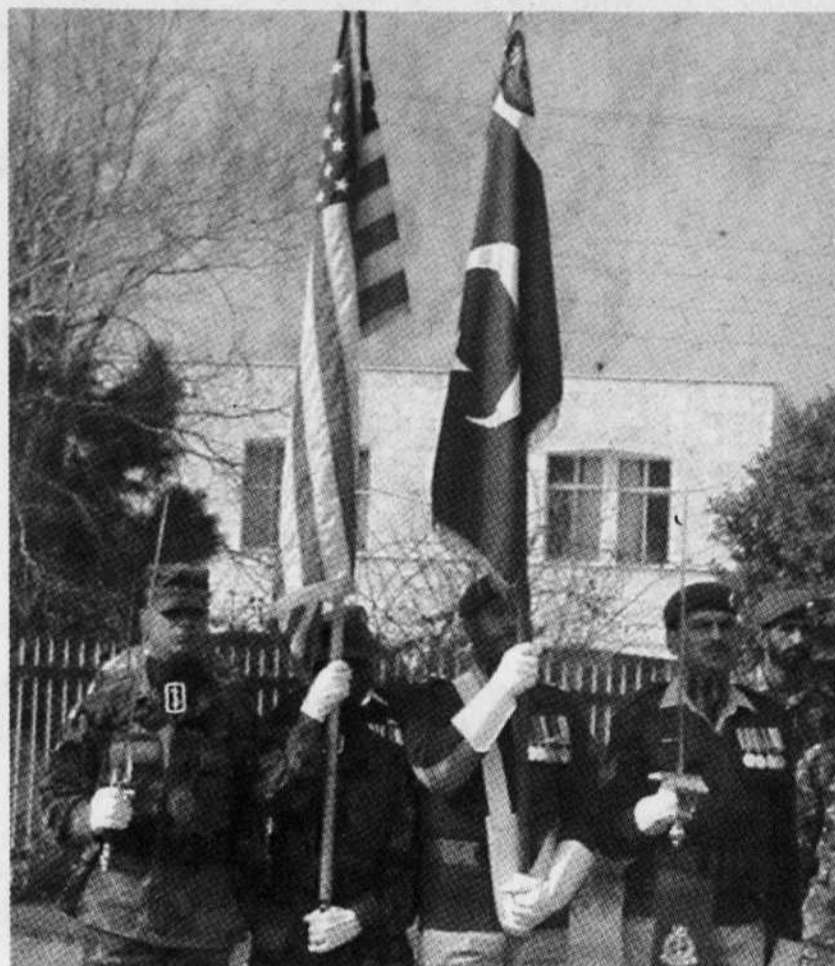


PHOTO : FLICKR / TRAVIR

Comme le veut un vieux réflexe impérial : dans le doute, une escalade du conflit est préférable. Ces frappes au Pakistan représentent – comme les décisions du président Nixon et d'Henry Kissinger de bombarder et d'envahir le Cambodge – une tentative désespérée de sauvegarder une guerre qui n'a jamais été bonne, mais qui va maintenant vraiment mal ».

En ce qui concerne la guerre préventive sans fin menée par les États-Unis

contre le terrorisme, le cofondateur du Alternatives Information Centre, Michel Warschawski, écrit : « D'un point de vue éthique, l'Histoire ne fait pas du surplace : si elle ne tend pas vers moins d'oppression et davantage de justice, elle va vers moins de droits et plus de barbarie... Il semble, malgré tout, que dans la première décennie du troisième millénaire, la loi de la jungle soit en train de prendre l'avance. »

SRI LANKA

SUITE DE LA UNE

de l'extérieur, les Tamouls du Sri Lanka constituent un groupe ethnique homogène. Par contre, ils sont séparés en deux : les Tamouls du Sri Lanka et les Tamouls indiens. Les Tamouls sri lankais vivaient dans le nord et l'est de l'île avant l'arrivée des Britanniques. Les colonisateurs ont alors amené les Tamouls du sud de l'Inde pour les faire travailler dans les plantations de thé. Lorsque les Britanniques sont partis, la très forte présence de Tamouls dans l'administration publique, le système d'éducation et l'économie a créé un malaise chez les Cingalais des campagnes.

Des sentiments traditionalistes, exacerbés par les idées de penseurs bouddhistes comme Anagarika Dharmapala, étaient déjà en vogue parmi les Cingalais. Les politiciens s'en sont servis afin d'accroître leur popularité. Personne n'a mieux réussi que le premier ministre Solomon Bandaranaike, dont la première loi qu'il fit adopter en 1956 instaura le cingalais comme unique langue officielle.

Cingalais anglican de naissance, Solomon Bandaranaike s'est converti au bouddhisme popularisé par le nationalisme de cette époque. Comme tout bon converti, il agit avec ferveur. Il met fin au statut de langue tamoule et impose la maîtrise du cingalais comme critère d'embauche dans la fonction publique. Les Tamouls doivent donc apprendre le cingalais pour éviter d'être renvoyés. Cet affront est encore vivement ressenti chez les Tamouls assez vieux pour l'avoir vécu.

En réponse à la montée du nationalisme cingalais, les Tamouls s'organisent en mouvement en s'inspirant du modèle de non-violence prôné par Gandhi. Le premier ministre Bandaranaike fait par la suite preuve d'ouverture en signant un pacte permettant une autonomie politique aux Tamouls dans le nord et l'est du pays. Il en paye rapidement le prix. Il est assassiné par un moine bouddhiste en 1959.

Sa femme, Srimavo Bandaranaike, la première femme première ministre au monde, le remplace, mais elle met de l'huile sur le feu. Dans le domaine de l'éducation, elle promulgue des politiques de « standardisation » qui haussent la barre d'entrée à l'université des étudiants tamouls, tandis que les Cingalais jouissent de critères d'admission moins rigoureux.

Toutefois, c'est à Junius Jayawardena que revient la palme pour avoir envenimé le plus les relations entre Cingalais et Tamouls au Sri Lanka. Ce chrétien converti au bouddhisme a été le premier à gagner l'appui des moines bouddhistes, afin de tirer profit du respect dont ils font l'objet. C'est sous l'administration de Jayawardena que le mécontentement des Tamouls, particulièrement chez les jeunes, atteint son apogée. Ils créent alors des groupes rebelles armés qui ont pavé la voie aux émeutes de juillet 1983.

Le plus long conflit ethnique en Asie
Le président Mahinda Rajapakse mène présentement la même politique de domination par les bouddhistes cingalais. Pressé par un parti nationaliste cingalais (Janatha Vimukthi Peramuna) qui a quelques moines comme représentants au parlement, le président sri lankais élu en 2005 a intensifié la lutte contre les Tigres tamouls dès 2006.

De nombreuses violations des droits de la personne ont été rapportées depuis que Rajapakse est au pouvoir. Par exemple, des journalistes ont été enlevés et des Tamouls ont été chassés de la capitale, Colombo. De leur côté, les Tigres tamouls ont continué à recruter des enfants-soldats et à se servir de civils comme boucliers humains.

Au fil des ans, les deux questions qui ont entraîné une guerre civile ont été corrigées : le tamoul a été rétabli comme langue officielle et les politiques de « standardisation » ont été abolies. Malgré tout, la discrimination persiste envers les Tamouls. Ils doivent avoir en tout temps un carnet d'identification qui mentionne leur origine ethnique, et ils font l'objet d'incessantes vérifications policières. De plus, des communautés tamoules souffrent dans leur ensemble de décisions prises par les autorités pour combattre les rebelles. Par exemple, en 2006, l'armée a fermé la principale route vers le nord du pays, ce qui a empêché la livraison de biens de première nécessité et fait grimper le prix de la nourriture dans cette région.

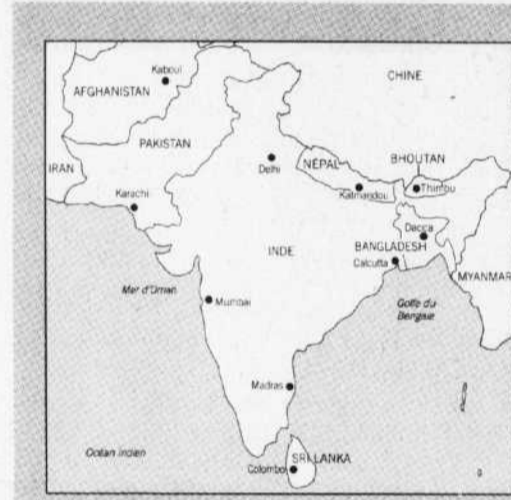
L'appui aux Tigres tamouls varie. Les Tamouls du Sri Lanka sont divisés en groupes qui ne parlent pas d'une seule voix, comme le voudraient les rebelles. Les Tamouls vivant dans la capitale disent qu'ils ne retourneront pas au Nord, même si un nouvel État y est créé. Les Tamouls de l'Est soutiennent que ceux du Nord ne les respectent pas. De leur côté, les Tamouls indiens se considèrent comme à part, puisque leurs parents viennent de l'Inde.

Mais tous s'entendent sur un point : ils sont des citoyens de deuxième classe dans leur propre pays. Ils n'appuient pas nécessairement les méthodes des Tigres, mais ils jugent que les rebelles constituent une force qui compte pour contrer la domination du gouvernement cingalais bouddhiste. De tous les groupes qui sont nés dans les années 1980, seuls les Tigres tamouls ont résisté. Les autres ont disparu ou ont joint le gouvernement. Pour Pakiasothy Saravanamuttu du Centre for Policy Alternatives à Colombo, les Tamouls appuient les rebelles : « De manière générale, la vaste majorité des Tamouls pensent que les Tigres vont leur procurer la meilleure entente. Historiquement, c'est le cas. »

Le premier ministre de l'Inde, Manmohan Singh, a lancé au début d'octobre un appel en faveur d'une entente négociée. Même si le président Rajapakse a promis une dévolution des pouvoirs aux régions tamoules en cas de victoire de l'armée, les Tamouls ne le croient pas. « Il y a un an, le président a assuré qu'en plus des opérations militaires, il y aurait un plan politique. Ce processus n'est pas allé de l'avant », mentionne un spécialiste des questions de défense Iqbal Athas.

Selon l'analyste politique DBS Jeyaraj, « le danger, c'est que si les rebelles perdent la guerre, alors il y aura peu de pression pour que le gouvernement sri lankais décentralise les pouvoirs dans les régions tamoules ».

Les forces gouvernementales affirment pouvoir bientôt prendre les zones contrôlées par les rebelles dans le Nord. Le futur des Tigres, mais aussi de tous les Tamouls du Sri Lanka, se joue présentement dans des batailles sur le terrain.



	Inde	Pakistan	Bangladesh	Sri Lanka
Population (million)	1 147	172,8	153,5	21,1
Superficie (km ²)	3 287 590	803 940	144 000	65,6
PNB/habitant (dollars US)	2 600	2 400	1 400	4 000
Indice de développement humain	128	136	140	99

Mais qui entend parler du Bangladesh?

La moitié de la population du Bangladesh vit avec moins d'un dollar par jour. L'avocat Moustapha Quaium Khan représente la Coalition pour les pauvres en milieu urbain. Il se définit comme un défenseur des droits des pauvres auprès des instances politiques. Étienne Laberge et Claude Bouchard l'ont rencontré à Dacca, la capitale du pays.



PHOTO : ÉTIENNE LABERGE

Combien y a-t-il de bidonvilles au Bangladesh?

Seulement à Dacca, on en dénombre 4500 répartis comme suit : 80 % d'entre eux sont situés sur des terrains privés et 20 % sur des terres du gouvernement. Il y a 20 ans, c'était exactement l'inverse. On attribue ce renversement aux évictions successives effectuées par le gouvernement sur les terres occupées. Ces pauvres gens ne retourneront pas en campagne lorsqu'on les chasse. C'est pourquoi le nombre de pauvres urbanisés ne diminue pas lorsqu'on détruit leur demeure. Ils restent à Dacca parce qu'ils savent qu'il n'existe aucune issue pour eux en dehors de la ville.

Quels sont les problèmes sociaux rencontrés dans les bidonvilles?

Les logements sont insalubres et inacceptables. On ne peut même pas imaginer les conditions dans lesquelles ces personnes vivent. Puis, il est impossible d'avoir accès à un système de santé. Quant à l'éducation, les parents illettrés ont beau vouloir que leurs enfants aillent à l'école, il n'existe aucune infrastructure pour les accueillir. L'électricité et l'eau courante font défaut, et si certains ont accès à des installations électriques illégales, ils paient trois fois le prix normal.

Enfin, les habitants des bidonvilles doivent eux-mêmes assurer leur sécurité. La police ne les aide pas. Elle ne considère pas les habitants des bidonvilles comme des êtres dignes de profiter de leurs services. Dans plusieurs cas, la police pratique l'extorsion ou l'intimidation. A tel point qu'il n'existe aucune différence marquée entre un criminel et un policier.

Les habitants des bidonvilles sont loin d'être des criminels. Les problèmes comme la prostitution ou le trafic de drogue viennent de la bonne société. La plupart du temps, les pauvres urbanisés sont manipulés. Un habitant m'a dit qu'on a utilisé sa maison durant son absence pour faire le commerce de stupéfiants. S'il avait refusé, les membres de sa famille risquaient d'être battus, voire tués.

Et la prostitution?

Les jeunes femmes travaillent généralement dans les usines de textile. Sîtôt qu'elles atteignent la puberté, elles deviennent vulnérables. Ce qui veut dire qu'à n'importe quel moment, elles peuvent être victimes d'un viol. Conséquemment, leurs parents tentent de leur offrir une protection. Où qu'elles aillent, on les accompagne afin de ne jamais les laisser seules. Mais un jour ou l'autre, si elles se retrouvent seules, l'innommable peut survenir. Elles comprennent alors qu'elles ont deux choix : ou bien elles vendent leur corps en échange d'un minimum de sécurité, ou bien elles prennent un montant sur leur maigre salaire, et achètent directement leur protection.

Elles ne peuvent refuser l'une ou l'autre de ces options. Sinon que feront-elles? Quitter le bidonville? Pour aller où? Le même scénario se répétera dans un autre quartier. Elles deviennent alors victimes d'une injustice, et cette injustice leur enlève le droit à la dignité.

Les pauvres sont pourtant une composante indiscutable de l'économie du pays au niveau de l'industrie, de la construction et des transports. Grâce à eux, le produit intérieur brut monte en flèche.

Ils sont notre santé financière, notre capital humain, notre force! Ils sont tout ça sans qu'on ne leur accorde de droits.

RETOUR DE LA DÉMOCRATIE?

Pour la première fois en sept ans, des élections générales auront lieu au Bangladesh le 18 décembre. Ce pays vit sous l'état d'urgence depuis janvier 2007 à la suite de l'annulation du dernier scrutin. La campagne électorale avait alors été entachée par des violences entre les deux principaux partis du pays, l'Awami League dirigée par Sheikh Hasina, et le Bangladesh Nationalist Party (BNP) mené par Khaleda Zia. Ces deux femmes ennemies ont tour à tour été à la tête du pays depuis 1991. Elles ont connu le même sort avec la mise en place par l'armée d'un gouvernement civil provisoire : elles ont été inculpées pour corruption. Elles ont été libérées cette année, mais les accusations tiennent toujours. Leurs partis respectifs menacent de boycotter le scrutin de décembre si elles ne peuvent y participer.

Le gouvernement intérimaire civil, qui dirige le pays depuis janvier 2007 avec le soutien de l'armée, avait comme objectif de mettre fin à la corruption endémique dans l'arène politique. La Commission anticorruption mentionne qu'environ 160 personnes ont été condamnées jusqu'à présent, presque tous membre de l'Awami League et du BNP. Parmi les coupables, on retrouve d'anciens ministres et députés, des dirigeants des partis et des gens d'affaires.

En raison de l'état d'urgence, les médias sont censurés, les partis politiques ne peuvent tenir de rassemblement et les mouvements sociaux ne peuvent manifester. Les arrestations préventives, les règlements de compte et la torture sont répandues.

EMMANUEL MARTINEZ

BILLETS

J'ai gagné mes élections!



Francis Dupuis-Déri

Le matin du 14 octobre 2008, journée d'élections au Canada, Raymond Giroux du *Journal de Montréal* et André Pratte de *La Presse* y allaient de textes encourageant les gens à voter. Le ton? Culpabilisant pour celles et ceux qui n'iraient pas. « Les absents ont toujours tort », « Ne pas voter n'a rien de stratégique », « Allons, un petit effort, et tous aux urnes! », « Il n'y a vraiment aucune excuse qui tienne pour ne pas se rendre au bureau de scrutin. Aucune. » Est-ce que c'est clair? Pour André Pratte, voter est « non seulement un droit, mais un privilège. Par conséquent, c'est un devoir. » Et toi! Même Lise Ravary, éditorialiste de *Châtelaine*, fouettait l'ardeur de l'électorat dans le numéro d'octobre de son épais prospectus publicitaire : « Au-delà de tout, le plus important, c'est d'aller voter. Ne l'oubliez pas. »

Que de sermons, que d'imprécations, que de moralisme. Comme le rappelle inlassablement André Blais, politologue de l'Université de Montréal et spécialiste du comportement électoral, on vote d'abord et avant tout poussé par un sentiment de devoir moral, poussé par les curés médiatiques qui laissent entendre que c'est péché de ne pas voter. Or le devoir moral électoral s'est émoussé, comme celui d'aller à l'église, entre autres choses, parce que les politiciens sont arrogants et méprisables. On ne se sent plus coupable de ne pas voter. Au contraire! Élection après élection, le « parti abstentionniste » remporte le plus fort résultat (sans compter les votes annulés dans l'urne). Cette année, plus de 40 % d'électeurs n'ont pas daigné se déplacer pour participer à cette mascarade démocratique. Ils ont gagné leurs élections, étant de loin plus nombreux que les électeurs conservateurs. Le Parti conservateur a 37,6 % des appuis populaires si l'on ne tient pas compte des abstentionnistes. Si on les intègre au calcul, le Parti conservateur ne gouvernera qu'avec 22 % des suffrages.

Après les appels moralisateurs avant l'élection, sont venus les coups de panique une fois connu le taux d'abstention. Comment faire pour remédier à ce problème? Comment redonner le goût aux gens d'aller voter? Les journalistes et les experts se lancent à la recherche de solutions, comme s'il y avait là une pathologie, une épidémie.

J'ai envie de dire aux électoralistes : relaxez, vous qui croyez qu'il est important de se choisir des dirigeants, des chefs, des maîtres. Eh bien, voyez : tout va bien! Nous avons des chefs, le système fonctionne, le gouvernement gouverne. En fait, le régime politique pourrait très bien fonctionner si le taux de participation électorale n'était que de 30 %, ou même de 10 % ou de 5 %. L'élection n'est qu'un processus de sélection de chefs; le taux de participation n'a aucun impact sur leur capacité à nous diriger, c'est-à-dire passer des lois, lever ou réduire les impôts, conclure des traités et des alliances, faire la guerre, manipuler l'opinion publique et les médias, mentir, détourner des fonds, se balader en limousine, vivre dans des résidences de fonction, collectionner amants et amantes, etc. Le défi, c'est en fait les abstentionnistes qui l'ont : tant que 100 % des gens ne s'abstiendront pas, nous n'aurons pas tout à fait gagné notre pari, soit de faire tomber le système par la force de l'apathie. Mais pour les électoralistes, l'abstention est en fait un faux problème, sinon qu'elle mine un peu la crédibilité de l'importance morale du geste, présenté comme un devoir sacré. Mais faut pas s'inquiéter, faut pas faire de l'anxiété pour si peu, faut relaxer : y a pas de problème, tout va bien. La guerre va continuer.



Pierre Beaudet

La révolution s'en vient... mais laquelle?

Nous aurons dans les prochains mois, et peut-être même pour un certain nombre d'années, un gouvernement conservateur minoritaire. L'équilibre des

forces reste fragile, néanmoins cela serait une grosse erreur de penser que le Canada et le Québec resteront toujours ce qu'ils ont été.

Les secteurs dominants au Canada veulent une réorganisation de l'économie. Ils sont confiants de leurs forces dans le secteur des finances (Toronto est devenue le deuxième centre financier de l'Amérique du Nord) et dans les ressources naturelles, notamment le gaz et le pétrole, d'où les gigantesques projets en Alberta. Mais, petit problème, l'économie canadienne a été construite autour du secteur manufacturier, qui a été la locomotive du pays et le tremplin pour les classes populaires et moyennes qui voulaient accéder à une vie meilleure. Pour le moment, il n'est évidemment pas question d'anéantir le secteur manufacturier, mais il est évident que, pour les dominants, tout cela appartient au passé. Les secteurs mous traditionnels (vêtement, textile) doivent être liquidés, de même que, progressivement, l'automobile, la sidérurgie, les chantiers navals et la transformation des produits primaires. 300 000 emplois, sinon plus, ont déjà disparu depuis trois ans. Et le pire pourrait être à venir. Les détenteurs de capitaux canadiens ne veulent plus investir dans l'industrie. C'est plus payant de délocaliser ces productions dans des zones de bas salaires, ce qu'on peut faire dans la logique de l'entente de l'ALÉNA.

Les dominants veulent aussi « dégraisser » l'État. Les coupures draconiennes qui ont affecté l'assurance-chômage, par exemple, sous prétexte de réduire le déficit (sur le dos des chômeurs) pourraient être répétées, ce qui pourrait bien sûr affecter la santé, l'éducation, les médias et l'aide aux régions, tous des secteurs qui, au fil des dernières années, ont été ciblés par les gouvernements fédéraux, de Paul Martin à Stephen Harper. En fait, on peut penser que sous l'égide des dominants actuels, il est davantage question de réorienter l'État plutôt que de l'affaiblir. Bref, plus de prisons, plus de militaires, plus de contrôles sur les immigrants, les réfugiés, les jeunes.

Enfin, le Canada, estiment les élites, doit se rapprocher des États-Unis. Ce qui avait commencé avant le gouvernement conservateur pourrait s'accélérer. Le monde actuel se re-polarise, les États-Unis étant dans un conflit larvé avec l'Amérique latine, la Chine, la Russie, voire l'Union européenne. Entre-temps se perpétuent les nombreux conflits en Asie, au Moyen-Orient et sur le flanc sud de l'Europe, et face auxquels même Obama promet d'en remettre (plus intelligemment que Bush toutefois). Devant tout cela, l'élite canadienne répond « oui-chef », ce qui laisse présager une formidable progression des budgets militaires dans les prochaines années, crise financière ou non.

Le nouveau gouvernement conservateur peut se le permettre puisque l'opposition à la Chambre des communes est disloquée. Restent cependant la population et les mouvements sociaux. Certes, la grogne des gens ordinaires devant les dérives actuelles est palpable. Mais elle pourrait bien faire le lit de toutes sortes de populismes démagogiques, comme on le voit dans d'autres lieux (en Europe notamment). Il faudra donc que la résistance aux projets de droite se transforme, dans un jour pas si lointain, dans un projet alternatif, capable de redonner le goût aux citoyens de participer aux grands efforts collectifs qui devraient être ambitieux. Peut-être autant que ceux qui étaient en place, il n'y a pas si longtemps, par une soi-disant « révolution tranquille »?

ALTERNATIVES

DIRECTEUR GÉNÉRAL : Michel Lambert
RESPONSABLE DE L'INFORMATION : Emmanuel Martinez

MONTRÉAL - 3720, avenue du Parc, bureau 300, Montréal (Québec) H2X 2J1
Tél. : (514) 982-6606 Fax : (514) 982-6122

QUÉBEC - 266, rue Saint-Vallier Ouest, Québec (Québec) G1K 1K2
Tél. : (418) 521-4000 Fax : (418) 521-4000

Courriel : commentaires@alternatives.ca • Site Internet : www.alternatives.ca

Ce journal est produit par Alternatives, réseau d'action et de communication pour le développement international, en partie grâce à l'appui financier de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Le contenu n'engage en rien ce dernier organisme. Tirage : 50 000 exemplaires. Le journal Alternatives est distribué de façon indépendante et ce numéro est publié dans l'édition du 29 octobre 2008 du quotidien *Le Devoir*. La reproduction des textes est autorisée. Veuillez mentionner la source. Les points de vue exprimés par les auteurs n'engagent que ceux-ci.

COORDINATION ET RÉDACTION : Emmanuel Martinez - COMITÉ DE RÉDACTION : Alain Ambrosi, Pierre Beaudet, Stéphan Corriveau, France-Isabelle Langlois, François L'Écuyer, Denis McCready, Alexandre Touchette - CHRONIQUES : Normand Baillargeon, Pierre Beaudet, Francis Dupuis-Déri, David Homel, Naomi Klein, Judy Rebick et Michel Warschawski - RÉVISION ET CORRECTION DES TEXTES : Gilles McMillan - INFOGRAPHIE : Brigitte Beaudet - CARICATURE : Boris - RECHERCHE : Nachammai Raman



Opinion

Le mythe de l'efficacité des marchés financiers déboulonné

PHILIP MERRIGAN

La crise financière qui fait rage actuellement et qui semble très complexe s'explique malgré tout assez simplement.

Les agences qui cotent les différents types de produits émis par les institutions financières ont considérablement sur-évalué certains produits dérivés, soit des titres et du papier commercial adossés à des hypothèques américaines. L'agence Moody, première agence de cotation d'actifs aux États-Unis, cotait AAA, c'est-à-dire sans risque, des titres dont la valeur ne dépendait que d'hypothèques, plusieurs contractées à des fins spéculatives, et d'autres par des ménages comprenant mal la teneur du contrat d'emprunt, et qui se voient aujourd'hui dans l'obligation de céder leur foyer aux banques à cause de paiements mensuels trop élevés. La valeur des titres a donc chuté et, avec elle, celle des actifs des grandes banques poussant les marchés financiers au bord de la catastrophe.

Au début de 2008, une analyse très fine de l'évolution de la crise a été réalisée par quatre chercheurs américains (Greenlaw, Hatzius, Kashyap, et Shin, *Leveraged Losses: Lessons from the Mortgage Market Meltdown*). La prédiction du taux de saisie des hypothèques pour 2008 et 2009 y est de 1,2 %, un taux trois fois plus élevé que la normale. Les pertes financières directes associées à cette augmentation du taux de saisie sont actuellement chiffrées entre 600 à 800 milliards de dollars US.

Les grands perdants sont les institutions financières qui utilisent leur capital pour lever des fonds par l'endettement ou ce qu'on appelle en anglais les *leveraged institutions* (par exemple Lehman Bros, qui a fait faillite). La valeur du capital de ces institutions se trouve donc à diminuer dangereusement et leur ratio dette-capital à augmenter par le fait même. Cela entraîne un processus de recapitalisation qui résulte, comme on le voit actuellement, en une baisse agressive du crédit disponible d'une valeur possible de 2 trillions de dollars à travers le monde, ce qui forcera les taux d'intérêt à fortement grimper. Si on ajoute à cela une perte de confiance généralisée dans les marchés financiers, il faut s'attendre à une longue et profonde récession.

Que faire à court terme? Le plan gouvernemental américain initial d'acheter les titres « toxiques » décrits plus haut a été remplacé, suite à l'annonce des politiques britanniques et européennes, par une stratégie plus efficace, celle d'acheter massivement des parts des grandes banques largement exposées aux risques associés à ces titres. Cette recapitalisation des banques devrait en principe inciter celles-ci à relancer l'offre du crédit (le plan initial américain reflétait d'ailleurs la position idéologique de l'administration Bush d'éviter que les contribuables deviennent propriétaires, en masse, d'entreprises privées). Ces mesures devraient stopper l'hémorragie dans les marchés financiers, mais seront insuffisantes pour contrer la récession.

Cinq leçons à retenir

Quelles sont les leçons à tirer à long terme? Premièrement, les analystes financiers en sont venus, avant la crise bien sûr, à supposer dans leur modèle qu'une baisse systématique du

prix de l'immobilier résidentiel et commercial aux États-Unis ne pouvait pas se produire. Ils apprendront. Deuxièmement, les pratiques entourant l'octroi de prêts hypothécaires aux États-Unis devraient être réglementées à l'instar de celles du Canada. Il est à remarquer d'ailleurs que les bulles immobilières au Canada, à Toronto et Vancouver par exemple, sont beaucoup plus faibles que celles aux États-Unis. Troisièmement, les agences de cotations et les courtiers devront examiner de plus près les bases économiques des actifs et produits dérivés et non pas se fier uniquement à la modélisation économétrique basée sur l'historique des marchés et sur l'évaluation mécanique du risque. À leur tour, les investisseurs devront s'interroger plus à fond sur ce qu'ils achètent. Nous sommes loin de la philosophie de Warren Buffett qui, dans les années 1950, avec son petit capital d'investisseurs (qui lui vaut maintenant le titre d'homme le plus riche des États-Unis) rattissait l'économie américaine et visitait physiquement les entreprises dans lesquelles il voulait investir. Buffett maintient encore : « Je n'achète pas ce que je ne comprends pas ! » Quatrièmement, les gouvernements de tous les pays doivent appliquer aux sociétés privées d'investissement (comme les banques d'investissement et les fonds spéculatifs) une réglementation similaire à celle des banques à charte en fixant des plafonds pour le ratio dette-capital permis. Cinquièmement, il faut créer une réglementation autour de produits dérivés comme les titres adossés à des hypothèques ou des cartes de crédit. Les détails d'une telle réglementation prendront du temps à élaborer, car les analystes ne comprennent pas bien le fonctionnement de ces marchés qui restent, malgré tout, des instruments efficaces de gestion du risque.

Une fois de plus, comme dans le cas du réchauffement planétaire, la main invisible crée des ravages. Les marchés financiers, vus par plusieurs économistes comme une preuve incontournable de l'efficacité du « laisser-faire », se sont écroulés en quelques jours, et seule une intervention robuste de l'État a sauvé les meubles. Toutefois, des millions de gens ont perdu ou perdront leur emploi. Plusieurs ont déjà vu leur maison saisie et leur fonds de pension décapités. Malgré le fait que plusieurs observateurs de renom aient prédit le désastre, dont Paul Krugman, lauréat du prix Nobel en économie cette année, tous les hauts responsables demeurent muets. Pourquoi? Voici un fait qui en dit long : lors du témoignage du P.D.G. de Lehman Brothers, Richard Fuld, au Congrès américain, le 6 octobre, on apprend que quatre jours avant la déclaration de faillite, trois de ses cadres se voyaient octroyer 20 millions de dollars en « paiements spéciaux » à leur départ de la firme. En bref, ce mutisme autour de la bulle a rendu beaucoup de gens influents très riches. Plus elle durait, plus on pouvait en profiter. Il est impératif que les autorités publiques trouvent des moyens sûrs et ingénieux pour réduire l'impact d'erreurs de jugement, stopper les pratiques douteuses et contrôler, tant que faire se peut, l'obsession du lucre. Espérons que les économistes puissent leur donner un coup de main plutôt que de répondre : « Laissez faire. »

L'auteur est professeur d'économie à l'UQAM.

Alternatives, c'est beaucoup plus qu'un journal !

EN VOUS ABONNANT, POUR SEULEMENT 25 \$ PAR ANNÉE, vous contribuez à soutenir l'équipe d'un journal qui travaille à vous offrir une information différente et de qualité.

alternatives
LE JOURNAL

Envoyez ce coupon avec un chèque à :

JOURNAL ALTERNATIVES
3720, avenue du Parc
bureau 300, Montréal
(Québec) H2X 2J1

Nom

Adresse

Ville

Code postal

Téléphone

Courriel

Pour en savoir plus : www.alternatives.ca

Pour un mode de scrutin où chaque vote compte

Les élections fédérales du 14 octobre ont, de nouveau, infligé un œil au beurre noir à la démocratie représentative. Cette fois-ci, c'est la faible participation qui a retenu l'attention. Seulement 59,1 % des électeurs inscrits ont voté – 61,1 % au Québec. Le taux de participation à ces 40^e élections générales est le plus faible de l'histoire de la fédération canadienne.

PAUL CLICHE

La baisse de la participation électorale est un phénomène qui se manifeste depuis quelques décennies dans la plupart des pays démocratiques. Symptomatique d'une désaffection des citoyens envers la chose publique, ce décrochage s'est accentué à un degré alarmant ces dernières années, surtout chez les jeunes. On observe toutefois qu'il est plus prononcé dans les pays utilisant le mode de scrutin majoritaire que dans ceux qui ont adopté le scrutin proportionnel.

Cela s'explique par le fait que la mécanique du scrutin majoritaire enlève tout poids aux votes des électeurs qui n'ont pas appuyé le candidat vainqueur dans leur circonscription. C'est un peu comme si le bulletin de vote de ces électeurs était jeté à la poubelle au lieu d'être déposé dans l'urne. La proportion de suffrages qui ne compte pas dépasse généralement 50 % des votes valides selon des calculs effectués lors d'élections récentes aux niveaux fédéral, provincial et municipal.

De plus, les électeurs ne sont pas enclins à participer dans nombre de circonscriptions où leur vote n'a aucune chance de modifier les résultats, notamment dans les châteaux forts d'un parti. Il en est ainsi des sympathisants des tiers partis dont les candidats n'ont aucune chance d'être élus.

Le Parti vert et le NPD, principales victimes du scrutin majoritaire

L'autre principal effet pervers du scrutin majoritaire est d'accorder une prime au parti vainqueur afin de favoriser la formation de gouvernements majoritaires, synonymes de stabilité politique dans l'esprit des tenants de ce système.

Ainsi, le parti vainqueur remporte souvent 20 % de plus de sièges qu'il ne devrait compte tenu de la proportion de votes qu'il a obtenue. Ces sièges sont enlevés aux partis d'opposition, particulièrement aux tiers partis dont certains ne sont pas représentés au Parlement, même s'ils ont obtenu une proportion significative des suffrages.

Cette loi d'airain du scrutin majoritaire a encore fait sentir ses effets, malgré l'élection d'un gouvernement minoritaire. Il faut noter que le Bloc québécois a toutefois déjoué cette règle à cause de la concentration de ses votes au Québec, la province où il se cantonne depuis sa création.

Voici, dans cette optique les résultats du scrutin du 14 octobre :

- Le Parti conservateur a fait élire 46,4 % des députés (143) avec 37,6 % des votes, soit une surreprésentation de 8,8 %;
- Le Parti libéral a remporté 25 % des sièges (77) avec 26,2 % des suffrages, soit une sous-représentation de 1,2 %;
- Le Nouveau Parti démocratique (NPD) a fait élire 12 % des députés (37) avec 18,2 % des suffrages, soit une sous-représentation de 6,2 %;
- Le Bloc québécois a fait élire 15,9 % des députés (49) avec 10 % des suffrages, soit une surreprésentation de 5,9 %;
- Le Parti vert n'a fait élire aucun député même s'il a obtenu 6,8 % des suffrages, soit la même sous-représentation.
- Deux députés indépendants ont aussi été élus

On constate donc qu'avec leur sous-représentation respective de 6,8 % et de 6,2 %, le Parti vert et le NPD ont été les principales victimes du mode de scrutin actuel. Avec un scrutin proportionnel, leur appui populaire aurait valu près de 20 députés de plus au NPD, soit 55, et près de 20 aussi au Parti vert.

Remplacer le scrutin majoritaire par un scrutin proportionnel

Un autre phénomène significatif se produit depuis 50 ans à la Chambre des communes. C'est l'élection répétée de gouvernements minoritaires malgré le scrutin majoritaire qui devrait défavoriser, sinon empêcher, cette éventualité. En effet, sur les 17 élections qui ont lieu depuis 1957, huit (8) ont abouti à de tels gouvernements qui, à cause de l'absence de coalitions formelles, amènent une certaine instabilité parlementaire et nécessitent des élections à des dates plus rapprochées que normalement; par exemple, trois élections en 51 mois de 2004 à 2008.

Il semble évident que le scrutin majoritaire facilite de moins en moins l'exercice fonctionnel de la démocratie de représentation. Non seulement ne permet-il pas l'élection de gouvernements majoritaires, ce qui est sa raison d'être officielle. Mais, phénomènes beaucoup plus importants, il enlève tout poids aux votes de plus de 50 % des électeurs et il établit des distorsions importantes, et parfois aberrantes, entre l'appui populaire qu'obtiennent les partis et leur représentation parlementaire. Ainsi, en 1997, le gouvernement Chrétien a été réélu de façon majoritaire avec seulement 38,5 % des suffrages.

La solution qui s'impose est la représentation proportionnelle qu'utilisent avec succès plus de 75 % des démocraties dans le monde. Avec ce système, chaque vote compte sauf ceux accordés à des partis marginaux ne recueillant pas un minimum de votes (5 % ou moins). De plus, les distorsions entre la proportion de votes obtenus par un parti et sa proportion de sièges ne dépasse pas 5 %.

La Commission du droit du Canada, qui relève du ministre de la Justice, a déposé, en 2004, un rapport proposant un scrutin proportionnel mixte adapté au Canada (deux tiers de députés élus au scrutin majoritaire et un tiers au scrutin proportionnel sur la base de chaque province). L'étude de cette proposition a malheureusement été refusée par le gouvernement libéral du temps et l'opposition conservatrice. Seul le NPD était en faveur. Il est pourtant urgent que les députés se penchent sur ce sujet, sinon la désaffection citoyenne ne cessera de croître et la participation aux prochaines élections sera encore plus faible. L'inaction de nos élus en une matière aussi vitale pour la démocratie relève d'une attitude irresponsable parce qu'elle fait passer l'intérêt particulier des partis qui sont favorisés par le système actuel avant l'intérêt général.

Même le gouvernement Harper tirerait profit d'une réforme du mode de scrutin car, selon la proposition de la Commission du droit, son parti aurait pu faire élire au moins un député dans la région de Montréal, qui pourrait ainsi être représentée au cabinet en tout respect des règles démocratiques.

Paul Cliche est auteur du livre *Pour réduire le déficit démocratique : le scrutin proportionnel*

Gold Corp. au banc des accusés

Les activités dénonçant les compagnies minières étrangères étaient nombreuses au Forum social des Amériques, qui s'est tenu dans la ville de Guatemala, du 7 au 12 octobre. Plusieurs des cas présentés mettaient en cause des entreprises canadiennes. Au banc des accusés : l'entreprise Gold Corp., qui a pignon sur rue à Vancouver et qui exploite une mine d'or et d'argent au nord-ouest du Guatemala.

STÉPHANIE ROUSSEAU

Quand Montana Exploradora, la filiale de Gold Corp. au Guatemala, a annoncé de nouveaux emplois bien rémunérés, les citoyens étaient contents. C'était une bonne nouvelle dans cette région, où plus de 86 % de la population, majoritairement autochtone, vit dans la pauvreté et où une grande partie des gens pratique une agriculture de subsistance.

Mais ils ont rapidement déchanté. « Ils nous ont promis des emplois et des routes et on n'a rien eu de tout cela. Ce qu'on a, c'est tous les désagréments de la mine. Les sources d'eau contaminées, les puits asséchés, la déforestation et l'accumulation de déchets dangereux », dit Maria Velasquez, une résidente de San Miguel Ixtahuacán. Une étude réalisée par le diocèse de San Marcos, sortie en août 2008, révèle de hauts taux d'arsenic dans certains points d'eau à proximité de la mine.

La mine Marlin est située dans le département de San Marcos au nord-ouest du Guatemala, à environ 300 kilomètres de la capitale. C'est une mine à ciel ouvert dont l'exploitation devrait durer jusqu'en 2015.

Si la période d'implantation de la mine, au début 2004, a bien généré 1 000 emplois, ils étaient en majorité temporaires. Depuis décembre 2005, moment où la mine est entrée en production, le nombre d'emplois permanents a fondu à 200, dont 160 seulement sont comblés par des gens de l'endroit. Les 40 000 habitants de la région trouvent l'impact économique bien faible.

D'autant plus que la mine ne verse que 1 % de ses revenus en redevances au gouvernement guatémaltèque depuis l'instauration de la nouvelle loi minière en 1997. Cette loi, appuyée par les États-Unis, la Banque mondiale et le FMI, a été mise en place un an après la signature des accords de paix qui ont mis fin à plus de 36 ans de guerre civile. Elle devait aider le Guatemala à sortir des conséquences de la guerre en favorisant les investissements étrangers dans le pays. Elle donne beaucoup de permisivité aux entreprises et a fait baisser les redevances des entreprises minières de 7 % à 1 %.

Le droit à un consentement éclairé

Les désillusions ont commencé bien avant le début de l'exploitation. Au départ, les représentants de Montana Exploradora n'ont pas dit pourquoi ils achetaient les terres. « Ils parlaient d'un projet de campo (campagne) qui allait apporter des emplois. C'est comme ça qu'ils ont présenté le projet », explique Francisco Bámaca, un résident de San Miguel.

D'après Annie Pelletier, coordonnatrice pour le Projet Accompagnement Québec-Guatemala (PAQG), l'entreprise s'y est prise de manière stratégique pour acquérir les terrains. Elle a acheté les terres de manière circulaire, en commençant par l'extérieur du cercle, ce qui « obligeait les gens à vendre, puis-que leurs voisins s'en allaient ». En plus,



PHOTO : SOPHIE GUÉRIN

l'entreprise proposait 4 000 quetzales (460 \$) le vingt mètres carrés, un prix bien supérieur à la valeur à l'époque.

Certaines personnes disent avoir été victimes d'intimidation durant le processus d'achat des terrains. Crisanta Hernandez Pérez ne voulait pas vendre son terrain au départ. Un jour, les représentants de la compagnie Montana se sont présentés chez elle : « Ils m'ont dit qu'il fallait que je vende ma terre, que je n'avais pas d'autres choix et qu'aucune loi ne pouvait me protéger. » Effrayée, et comme ses voisins avaient tous vendu, elle s'est sentie obligée d'accepter le prix fixé.

« Ils nous ont promis des emplois et des routes et on n'a rien eu de tout cela. Ce qu'on a, c'est tous les désagréments de la mine. Les sources d'eau contaminée, les puits asséchés, la déforestation et l'accumulation de déchets dangereux. »

Des consultations populaires réprimées

À partir de 2005, des consultations publiques ont été organisées par les citoyens et non par le gouvernement, comme cela aurait dû être le cas, en vertu de la Convention 169 sur les peuples autochtones de l'Organisation internationale du travail. Cet accord, ratifié par le Guatemala en 1996, prévoit que le gouvernement a le devoir d'informer et de consulter les populations autochtones quand un projet de développement les concerne et vient affecter directement leur territoire. Il n'accorde pas un droit de veto aux communautés visées, mais il oblige le gouvernement à discuter et à informer les gens qui seront touchés directement par les projets, une obligation violée par le gouvernement guatémaltèque dans le cas de la mine Marlin. « Les gens n'ont jamais été consultés, n'ont jamais donné leur consentement à ce projet », précise Francisco Bámaca.

Des 13 communautés consultées, 11 se sont prononcées contre le projet et une s'est abstenue.

Montana a tenté de s'ingérer dans le processus de consultations publiques.

Des témoignages de citoyens rapportent que des employés de l'entreprise ont essayé d'empêcher les gens d'aller voter et les ont désinformés, en leur disant que les consultations avaient été annulées. L'entreprise a même déposé une plainte en Cour pour que soient arrêtées les consultations, affirmant que les citoyens avaient déjà donné leur accord et que les consultations étaient inconstitutionnelles.

Le jugement de la Cour suprême du Guatemala est venu confirmer le droit de la population à organiser ce type de consultations, en précisant qu'elles n'ont aucun poids quant à l'octroi de concessions minières, pouvoir qui relève du gouvernement guatémaltèque.

D'après François Guindon, travailleur pour Derechos en Acció, utiliser le système judiciaire et les autorités est un des moyens utilisés par Montana pour faire taire les protestataires. « Ici au Guatemala, c'est flagrant. La compagnie Montana criminalise la résistance des peuples autochtones pacifiques et utilise le système qui réagit aux intérêts d'une manière incroyablement efficace. »

Face à un système judiciaire qu'ils qualifient de corrompu et discriminatoire, les habitants de Sipakapa et de San Miguel Ixtahuacán sont venus témoigner contre Gold Corp. au Tribunal permanent des peuples (TPP), qui tenait une session au Forum social des Amériques. Tribunal d'opinion, le TPP n'a pas force de loi, mais son but est d'ouvrir un espace pour permettre à des citoyens qui n'ont pas accès à la justice de dénoncer des abus qu'ils vivent quotidiennement.

Pour les gens de Sipakapa et de San Miguel, c'était aussi l'occasion de partager leur expérience avec des membres de communautés autochtones du Honduras, du Salvador et du Nicaragua qui vivent des cas semblables avec des compagnies minières étrangères agissant en toute impunité.

L'auteur était membre de la délégation d'Alternatives qui a participé au Forum social des Amériques. Des articles et des entrevues de la délégation se retrouvent au www.stages.alternatives.ca/blog/

Vous avez un poste à combler au sein de votre entreprise?

Le service d'employabilité d'Alternatives peut vous proposer des candidats adaptés à vos exigences, pour une période allant jusqu'à six mois, avec une subvention salariale.

INFORMATIONS: KHADIJA MOUNIB
514-982-6606 POSTE 2238 • KHADIJAM@ALTERNATIVES.CA

Un monde sans faim LA SOUVERAINÉTÉ ALIMENTAIRE, UN DROIT À CULTIVER!

Conférence d'ouverture: Quels défis pour un monde sans faim?

Avec José Bové, Miriam Nobre et André D. Beaudoin

Mercredi 12 novembre à 19h

Salle Marie-Gérin-Lajoie
Pavillon Judith Jasmin de l'UQAM, J-M 400
405, rue Ste-Catherine Est

ENTRÉE GRATUITE

Berri- UQAM

Présentée par: AOCOCI

En collaboration avec: I E Institut d'études Internationales de Montréal I M UQAM

Avec l'appui de: Relations Internationales Québec

12^e JOURNÉES QUÉBÉCOISES DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

LIVRES

La Chinafrique

Serge Michel et Michel Beuret, éditions Grasset & Fasquelle, Paris, 2008, 345 pages.

« En quelques années, la Chine en Afrique est passée de sujet pointu pour les spécialistes en géopolitique à un terme central dans les relations internationales et la vie quotidienne du continent. »

La Chinafrique relate l'enquête de Serge Michel, correspondant en Afrique de l'Ouest pour *Le Monde*, et de Michel Beuret, chef du service étranger du magazine suisse *L'Hebdo*, sur la présence de la Chine en Afrique. Les auteurs ont visité quinze pays d'Afrique afin d'expliquer comment la « conquête » du second plus gros partenaire commercial du continent pourrait signifier le couronnement de Pékin comme superpuissance mondiale.

La venue de la Chine en Afrique est-elle une nouvelle forme de colonisation? Les exigences de « bonne gouvernance » du FMI et de la Banque mondiale ont poussé bien des États africains à se tourner vers la Chine, plus flexible et appliquant une politique de non-ingérence, afin d'obtenir les prêts nécessaires à l'entretien de leur infrastructure. Les ressources de l'Afrique (pétrole, minerais, forêts) ont un intérêt incontestable pour Pékin qui séduit en faisant des offres bien plus alléchantes, jumelant l'extraction de ressources à la construction de barrages ou de ponts.

Au fil des chapitres, le livre nous fait suivre l'enquête des auteurs sur les relations sino-africaines par le récit de leurs rencontres avec des entrepreneurs chinois en Afrique et des membres de gouvernements africains. Michel et Beuret dressent un portrait plus que complet des pays étudiés, chiffrant l'ampleur des échanges économiques entre la Chine et l'Afrique tout en effectuant un tableau des relations humaines que provoque l'arrivée de ces travailleurs et entrepreneurs chinois dans le continent.

Selon les auteurs, la Chine a su redonner une vraie valeur à l'Afrique, alors que l'Occident s'en désinvestissait. Ils en concluent que les dirigeants africains ont désormais les moyens de leurs ambitions, mais qu'ils devront réaliser l'importance de leur continent et apprendre à dire non à la Chine, ou du moins savoir imposer leurs conditions aux investisseurs étrangers.

CAROLINE TAGNY

L'Amérique que nous voulons

Paul Krugman (traduit de l'anglais par Paul Chemla), éditions Flammarion, Paris, 2008, 353 pages.

Lauréat du prix Nobel en économie, professeur à Princeton et chroniqueur au *New York Times*, Paul Krugman propose un essai percutant contre le néolibéralisme et plaide pour un retour en force du keynésianisme et de l'État providence. Un peu comme l'a déjà fait l'ancien économiste de la Banque mondiale, J. E. Stiglitz, Krugman revient sur les faillites d'un système qu'il a lui-même soutenu pendant plusieurs années. Ce ténor du libéralisme économique démontre clairement que les écarts entre les riches et les pauvres se sont accentués et que, loin de s'améliorer, le sort de la classe moyenne a connu des reculs sérieux depuis une vingtaine d'années aux États-Unis. Cette augmentation considérable des écarts, qui éloigne la majorité de la population « du rêve américain », découle directement des politiques fiscales et régressives mises en place par les néoconservateurs de G. W. Bush.

Si l'auteur reconnaît que le modèle actuel de mondialisation est en partie responsable de cet état de fait, il rappelle que les États-Unis n'est pas le seul pays à vivre à l'ère de la globalisation. Pourtant, le peuple américain connaît les pires inégalités quand on le compare aux autres pays occidentaux. Il ne faut surtout pas sous-estimer, selon lui, le fait que les travailleurs ont perdu énormément de pouvoir de négociation et de rapport de force. Depuis l'ère Reagan, l'affaiblissement du mouvement syndical américain explique en bonne partie cette réalité. Comme il le souligne, aujourd'hui c'est moins de 12 % de la main-d'œuvre qui est syndiquée alors que durant les Trente Glorieuses, c'était plus de 30 %. Cette politique antisyndicale, qu'il qualifie de réversible, suggère un retour en force du mouvement ouvrier comme condition essentielle au partage de la richesse.

Enfin, son plaidoyer en faveur de véritables politiques publiques détonne avec le discours ambiant. Sa défense de l'assurance-maladie universelle rappelle que vivre aux États-Unis est quelque chose de peu enviable, à moins d'être bien nanti. L'économiste évoque non seulement les contre-performances du système de santé américain, mais aussi, et surtout, le piège dans lequel se trouvent des millions de citoyens en proie à la voracité des compagnies d'assurances privées. Bref, un brûlot fort pertinent en ce temps d'élections américaines.

JACQUES LETOURNEAU

EXPOSITION

Norman Bethune – La trace solidaire

Exposition photo, musée McCord, jusqu'au 31 mai 2009

Norman Bethune est le héros le moins connu du Québec, probablement parce qu'il était anglophone et communiste. Ce chirurgien né en Ontario, qui a inventé des instruments pour mieux opérer ses patients, dénonçait les injustices sociales et la pauvreté qui sévissaient au pays dans les années 1920 et 1930. Et comme le présente la musée McCord, cet homme est passé à l'action!

Afin de souligner le 70^e anniversaire de sa mort, le musée présente 56 photos qui relatent ce que Norman Bethune a vécu en Chine et, surtout, en Espagne.

Son engagement l'a poussé à servir comme médecin durant la Guerre civile d'Espagne (1936-1939). Il crée alors le premier service de transfusion sanguine mobile qui permet de sauver des vies au front, une innovation d'une valeur inestimable pour la suite des événements, la Deuxième Guerre mondiale. À Malaga, il constate l'exode d'une population désemparée face à l'avancée des forces fascistes de Franco. Les photos prises par son assistant, Hazen Sise, témoignent bien du désespoir provoqué par cette fuite.

D'autres photographies soulignent son aventure en Chine, où il est considéré comme un héros national. Norman Bethune opère sans gants les soldats blessés de Mao. Travailleur infatigable, il œuvre souvent pendant 24 heures sans interruption dans des conditions abominables. Ses temps libres sont consacrés à écrire son journal. C'est en Chine qu'il meurt en novembre 1939 d'une septicémie s'étant développée à cause d'une coupure subie lors d'une opération. Pour son courage, ses convictions, son anticonformisme et sa force de caractère, Norman Bethune est un homme à (re)découvrir.

EMMANUEL MARTINEZ



Destruction de la personnalité

Le documentariste montréalais d'origine chilienne Patricio Henriquez a présenté son tout dernier film, *Sous la cagoule : voyage au bout de la torture*, au Festival du nouveau cinéma. Ce documentaire prend l'affiche au cinéma Ex-Centris à Montréal dès le 7 novembre. Alternatives a rencontré Patricio Henriquez pour discuter de son documentaire, qui s'intéresse surtout au recours à la torture après le 11 septembre 2001.

Pourquoi avoir mis « Sous la cagoule » dans votre titre?

J'ai rencontré Patricia Isasa au début de mon tournage, une Argentine qui a été torturée en 1976 alors qu'elle n'avait que 16 ans. Elle m'a dit que la pire chose qu'elle avait vécue, c'était d'être encaoulée au moment de son arrestation. Même si de manière absolue elle a été soumise à de pires atrocités comme des viols, la cagoule l'a profondément marquée comme forme de torture.

Cela m'a frappé parce que depuis 2001, on a vu plusieurs photos de prisonniers portant des cagoules, notamment à Abou Ghraïb, ce qui les déshumanise parce qu'on ne voit pas leur visage.

J'en ai parlé à d'autres, un ancien d'Abou Ghraïb, un autre de Guantanamo, qui m'ont dit la même chose que Patricia. La cagoule, c'est le début d'un voyage ténébreux.

Et pour ces gens, la cagoule c'est l'isolement...

L'objectif est de couper la personne de tout ce qui lui est familier pour réduire ses défenses, ses capacités de résistance. Tout cela a été étudié par des psychologues, des psychiatres, et consigné dans des manuels.

Dans un milieu hostile, les autres sens fonctionnent, on entend des cris, on est frappé. Mais sans la vue, on ne sait d'où vont venir les coups, donc on est complètement vulnérable. Puisqu'il ne peut se défendre, le détenu passe sur un mode où il pense qu'un coup peut venir à tout moment, même si le coup ne vient pas. C'est un travail de préparation de la victime. C'est un travail parfaitement efficace pour détruire la personnalité. C'est un objectif du manuel de torture de la CIA.

Rien n'est donc laissé au hasard...

Bien qu'elle soit brutale et sauvage, la torture est une technique qui est planifiée avec des buts pragmatiques.

Elle est cependant inutile. Les spécialistes américains du renseignement affirment par exemple que les données recueillies lors de la torture ne sont pas utiles pour prévenir d'autres attaques. De ce point de vue-là, Guantanamo est un échec total, en plus d'être illégal et contraire au traitement auquel a droit tout être humain.

C'est ce que disent des intervenants de votre documentaire qui affirment que leurs tortionnaires ne faisaient pas vraiment enquête, qu'ils ne pouvaient pas vérifier leurs réponses et qu'en fait ils n'étaient pas vraiment intéressés à leurs réponses...

Pour les Américains, un bon détenu c'est un détenu qui collabore, qui parle.



Ce qu'il dit, c'est moins important. Tout le monde s'entend pour dire, même les experts du Pentagone, qu'il faut se méfier des renseignements fournis sous la torture, parce que le tortionnaire ne sait jamais quand le prisonnier commencera à dire n'importe quoi pour que cesse la douleur.

Même si des aveux sont obtenus, il faut les valider sur le terrain. Or, ces informations sont souvent fournies par un interprète avec toutes les déformations possibles. Puis, cette information est envoyée sur le terrain, par exemple en Afghanistan, pour être vérifiée dans des endroits complètement perdus, à des milliers de kilomètres, pour ensuite être retournée par la bureaucratie aux États-Unis afin de déterminer le vrai du faux. C'est complètement inefficace. Guantanamo le démontre bien. Il y a plus de 800 prisonniers qui ont passé par là, et il y en a plus de 600 qui ont été libérés parce qu'ils étaient innocents. On ne laisserait pas partir de vrais terroristes. Or, ces détenus ont tous été torturés, amenés là par des vols clandestins en traversant l'espace aérien du Canada, dont Montréal.

Mais pourquoi les Américains continuent-ils à avoir recours à la torture s'ils savent que cela ne marche pas?

En Amérique latine, la torture a en partie fonctionné dans les années 1970 et 1980. Ils ont réussi à créer un état de psychose collective par la peur, parce que personne ne veut être torturé. Les mouvements sociaux ont été paralysés par cette peur et par le meurtre de leurs dirigeants. Au Guatemala, on jetait dans les rues des cadavres horriblement mutilés comme exemple pour que personne ne se mêle de politique. Mais à la fin, les gens se sont dit qu'il valait mieux se battre que de mourir ainsi.

Mais cette recette ne fonctionne pas dans le monde arabe ou musulman, complètement différent culturellement. Les Américains connaissent mal cette région, contrairement à l'Amérique latine.

Dans ces pays musulmans, on est en

train de fabriquer des gens qui vont choisir la violence. En blessant le musulman dans ses croyances les plus profondes, on le convertit au terrorisme. Les Américains sont en train de se poser des questions sur leurs méthodes, mais je ne comprends pas pourquoi la torture persiste, puisque la manière forte ne marche pas en Irak ni en Afghanistan.

Donc, ces techniques d'interrogation et les arrestations sommaires sont, selon vous, responsables de l'échec de la mission afghane?

En Afghanistan, les Américains payent l'information; ils donnent de l'argent. C'est absurde. Il faut comprendre que la société afghane est tribale, avec des groupes ethniques en chicanes ouvertes. Les Américains se retrouvent donc avec plein de dénonciations. Et les Afghans peuvent obtenir 50 \$: tu te fais de l'argent et tu te débarrasses d'un ennemi!

Les Américains arrêtent plein de gens de manières sauvages, qui sont torturés sans preuve solide. Et après avoir constaté leur innocence, on s'excuse.

Mais ces erreurs marquent la vie des gens. Ça laisse des traces physiques et psychologiques ahurissantes.

Pourquoi avoir choisi les États-Unis plutôt que d'autres pays, comme la Chine ou la Russie, qui pratiquent aussi la torture?

Parce que depuis près de 20 ans, on vit dans un monde unipolaire où l'influence des États-Unis se fait sentir partout. Après le 11 septembre 2001, les dirigeants américains ont glissé cette idée qu'il fallait secouer un peu les prisonniers pour éviter des attaques. Ils préparaient le terrain avec des discussions théoriques en vue de civiliser la torture. Au 21^e siècle, on est rendu à débattre de la torture : doit-on ou non torturer? alors qu'auparavant c'était clair qu'on ne devait pas le faire. Cela a résonné à l'échelle mondiale. Avec l'influence des États-Unis, cela libère cette horreur brutale un peu partout dans le monde. La torture est là pour rester, mais Washington nous a fait reculer de 50 ans dans ce débat-là.

ALTERNATIVES EN ACTION

ALTERNATIVES SOUTIEN L'ORGANISATION PAKISTAN FISHERFOLK FORUM (PFF)

Ce partenariat a pour but de favoriser la concertation face aux enjeux environnementaux et de renforcer les capacités des pêcheurs dans le delta de l'Indus, un fleuve crucial pour la survie de millions de personnes généralement pauvres, mais dont le débit a considérablement baissé ces dernières années. Des actions sont prises pour établir une politique de gestion de l'eau dans la région et pour défendre les droits des communautés vivant de la pêche.

Alternatives est une ONG qui a des projets au Canada et ailleurs dans les Amériques, au Proche-Orient, en Asie et en Afrique.

Alternatives défend : la démocratie citoyenne, la justice sociale, l'égalité entre les pays du Nord et du Sud et la protection de l'environnement

Alternatives
... pour un monde différent



Pour obtenir plus d'information ou pour faire un don :
www.alternatives.ca